

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Reconciliation-a-la-hondurienne>

« Réconciliation » à la hondurienne

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : samedi 1er octobre 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Signé le 22 mai dernier par l'ex-président Manuel Zelaya (renversé fin juin 2009 par un coup d'Etat) et l'actuel chef de l'Etat Porfirio Lobo, l'Accord dit « de Cartagena » était censé mettre un terme à la grave crise politique qui affecte le Honduras. Ayant pour véritable intitulé « Accord pour la réconciliation nationale et la consolidation du système démocratique dans la République du Honduras », il a permis à cette dernière d'être réadmise au sein de l'Organisation des Etats américains (OEA), le 1er juin 2011, et prétend, dans son paragraphe 5, « veiller de manière particulière au respect de la Constitution en ce qui concerne les garanties du respect et de la protection des droits humains ».

S'il a été paraphé malgré les sérieuses mises en garde d'une part non négligeable du mouvement social hondurien qui, durement réprimé, a vu en lui une façon insidieuse de faire oublier le *golpe* [1] et d'absoudre ses auteurs, cet accord n'en a pas moins permis le retour de M. Zelaya dans son pays, d'où il peut désormais assumer son rôle de dirigeant de l'opposition - le Front national de résistance populaire (FNRP). Tout irait donc pour le mieux dans le (presque) meilleur des mondes si la « communauté internationale » (en général) et l'OEA (en particulier) ne se désintéressaient totalement de la curieuse conception qu'a l'oligarchie hondurienne de la « réconciliation » et « des droits humains ».

Le 5 juin, quatre jours seulement après que, à San Salvador, les chefs d'Etats du continent (ou leurs ministres des affaires étrangères) aient célébré le retour « officiel » de la démocratie à Tegucigalpa et de Tegucigalpa au sein de l'OEA, le sang coulait à nouveau dans le Bas Aguán - région de la côte atlantique, au nord du pays, où trois mille cinq cents familles membres du Mouvement uni des paysans de l'Aguán (MUCA), du Mouvement paysan de l'Aguán (MCA) et du Mouvement authentique revendicatif paysan de l'Aguán (MARCA) occupent une partie des 20 000 hectares de terre que trois grands propriétaires terriens - MM. Reinaldo Canales, René Morales et Miguel Facussé - se sont indûment appropriés au fil des années. Ce 5 juin, donc, un fort contingent de policiers, de militaires et d'authentiques « paramilitaires » à la solde des terratenientes [2] attaquait les asentamientos (colonies) du MARCA, à Trinidad, San Isidro et San Estebán, avant d'envahir violemment les installations de l'Institut national agraire (INA), une entité semi-autonome de l'Etat, à Sinaloa. Au même moment, des inconnus interceptaient et assassinaient trois membres de la coopérative de San Estebán : José Recinos Aguilar, Joel Santamaría et Genaro Cuesta. Ce crime portait alors à trente-deux le nombre des paysans victimes de la répression.

Depuis, la mort poursuit son oeuvre. Le 16 juillet, tombent Luis Alonso Ortiz Borjas et Constantino Morales Enamorado, de la communauté de Nueva Marañones (MUCA). Une semaine plus tard, le 23, des inconnus abattent Julián Alvarenga García, président de l'asentamiento Isla Uno (MUCA) et blessent gravement l'un de ses compagnons, M. Santos Dubón.

La confusion atteint son comble lorsque, les 14 et 15 août, un affrontement aux circonstances encore non élucidées coûte la vie à quatre sicaires de M. Facussé, en blessant onze autres, et quand, le lendemain, cinq personnes n'ayant rien à voir avec les conflits agraires de la zone sont froidement exécutées alors qu'elles sortent des bureaux de l'INA, à Sinaloa.

C'est toutefois le drame du 14 qui, et pour cause, fait sortir les autorités de leur léthargie : cette fois, les victimes ne sont pas des paysans en lutte mais des hommes de main du « maître de la terre » et roi de la palme africaine Miguel Facussé. Dirigeant l'INA avec rang de ministre, M. César Ham peut bien affirmer que ces faits de violence ne peuvent être attribués ni au MUCA, ni au MARCA, ni au MCA, le ministre de la sécurité Óscar Álvarez, sur ordres du président Lobo, lance l' « opération Xatruch II ». Mille militaires et policiers sont dépêchés dans la région pour y « rétablir l'ordre » et procéder à un « désarmement » (sous-entendu : des paysans). Une opération similaire avait déjà eu lieu en décembre 2010... sans qu'aucune arme ne soit trouvée [3] !

Rétablir l'ordre ? Mais quel ordre ? Cette re-militarisation massive du Bas Aguán n'empêche nullement l'assassinat,

le 20 août, de Secundino Ruiz, président de la coopérative San Isidro (MARCA) ; l'exécution et la décapitation, le 21 août, à La Concepción, du vice-président du MUCA Pedro Salgado et de son épouse Reina Mejía Licona ; la mort violente, le 2 septembre, d'Olvin David González Godoy, membre du MUCA, à proximité de la coopérative Marañones.

Le calme reviendra-t-il avec l'approbation par le Congrès, le 7 septembre, d'un décret affectant 4 712 hectares à sept communautés appartenant au MUCA et au MARCA ? Le 14 avril 2010, en effet, admettant que ses membres avaient le droit d'accéder à la terre, le président Lobo leur avait proposé, par l'intermédiaire de l'INA, 11 000 ha en trois parties (dont une première de 4 000 ha), à condition qu'elles abandonnent l'occupation de vingt-six fincas [4] et moyennant une indemnisation des pseudo propriétaires, MM. Morales et Facussé. Depuis, la transaction traînait en longueur, ouvertement sabotée par ce dernier : alors que le gouvernement proposait 110 000 lempiras par hectare (4 028 euros), il en réclamait 350 000 (12 800 euros). La négociation a finalement débouché sur 135 000 lempiras par hectare (4 963 euros), soit pour les 4 045,70 hectares de M. Facussé et les 667 ha de M. Morales, une somme de 636 millions de lempiras (23,3 millions d'euros) [5]. Bénéficiant d'un prêt au taux « préférentiel » de 10 %, les paysans devront les rembourser dans un délai de quinze ans - l'Etat se portant garant de ce remboursement.

Pour positif qu'il soit, cet accord, contesté par une majorité des intéressés car ne résolvant qu'une infime partie des conflits agraires, ne garantit en rien la fin des revendications et donc de la répression. Laquelle, par ailleurs, ne se cantonne pas au seul Bas Aguán. Le 22 août, l'étudiant Nahúm Guerra Guerrero, qui participait à l'occupation pacifique de l'Ecole d'agriculture Pompilio Ortega, à Santa Bárbara, est tombé sous le feu de tueurs circulant en automobile. Le 7 septembre, à Tegucigalpa, Mahadeo Roopachand Sadloo, dit « Emo », militant connu et très populaire du FNRP, a été fauché à son tour, à son domicile - une balle dans la tête, quatre dans le thorax. Le lendemain, à Puerto Cortés, le journaliste et trésorier du Front élargi de résistance populaire (FARP) pour le nord du pays [6], était victime des tueurs d'un escadron de la mort.

Face à l'hécatombe, les autorités font preuve d'une fertile imagination. Ainsi, la violence qui affecte le Bas Aguán serait-elle due à la présence d'un groupe (lire : une guérilla) « d'au moins trois cents hommes armés » obéissant aux ordres d'un individu nommé « El Comandante » et entraîné par « deux Nicaraguayens » - originaires, on l'aura compris, d'un pays membre de l'Alliance bolivarienne des peuples de notre Amérique (ALBA) [7]. En revanche, d'après le commissaire Marco Tulio Palma Rivera, chef de la Direction nationale d'investigation criminelle (DNIC), qui mène l'enquête sur le meurtre d' « Emo », « l'hypothèse la plus forte est qu'il s'agit d'un crime de droit commun, sans caractère idéologique [8] ».

On ignore pour l'instant si la démission du ministre de la sécurité Óscar Álvarez, survenue le 9 septembre, à la demande du président Lobo, est due à son échec dans la lutte contre une insécurité galopante, ou si elle est une conséquence de pressions intervenues après les déclarations fracassantes qu'il a faites le 31 août : ce jour-là, en effet, il a dénoncé « qu'au moins dix officiers de la police nationale se sont transformés en « contrôleurs aériens » permettant l'atterrissage [au Honduras] de narco-avions qui transportent de la drogue du sud du continent jusqu'en Amérique du Nord [9] » et a annoncé qu'il voulait épurer l'institution.

Ce pavé dans la mare a fait d'autant plus d'effet que, quelques jours plus tard, il a été suivi de la publication, via WikiLeaks, d'un câble « secret » de l'ambassade américaine daté du 19 mars 2004 et intitulé « Un avion du narcotrafic brûlé dans la propriété d'un éminent Hondurien » [10]. Le document détaille comment, le 14 mars de cette année-là, un bimoteur chargé d'une tonne de cocaïne et provenant de Colombie a atterri sur l'une des propriétés de M. Miguel Facussé située à Farallones (côte nord du Honduras) ; comment le chargement fût transféré dans une caravane de véhicules escortés par trente hommes fortement armés ; comment l'aéronef fût brûlé, en plein jour, près de la piste d'atterrissage, et enterré le 15 au soir, avec l'aide d'un bulldozer. Sans mettre ouvertement en cause M. Facussé, le rapport signé par l'ambassadeur Larry Leon Palmer n'en rapporte pas moins que sa propriété « était fortement surveillée ce qui rend "questionnable" la version selon laquelle des étrangers auraient pu y pénétrer et utiliser la piste d'atterrissage sans autorisation », sachant par ailleurs « que Facussé était présent (...) au moment où

ont eu lieu les faits ». Enfin, mentionne le câble, « cet incident marque la troisième occasion où, au cours des quinze derniers mois, l'on a vu des trafiquants de drogue en relation avec cette propriété de M. Facussé ».

Sans aller au-delà de ce que suggère ce document, on n'en comprend pas moins que, vu sous cet angle, certaines « élites » du Bas Aguan préfèrent voir la zone fourmiller de paramilitaires et de policiers que... de paysans.

[Médelu](#). Paris, 14 septembre 2011.

[1] Coup d'Etat.

[2] Grands propriétaires.

[3] Lire « Bras de fer au Honduras », Le Monde diplomatique, juin 2011.

[4] Propriété

[5] Sont concernées les fincas La Aurora, La Confianza, Isla 1 et 2, Marañones, La Concepción, La Lempira et San Estebán.

[6] Après le retour d'exil de M. Zelaya, la résistance populaire a pris la décision de constituer un Front élargi (FARP) regroupant le FNRP et d'autres secteurs de l'opposition, en vue des élections prévues en 2013.

[7] L'ALBA regroupe la Bolivie, Cuba, la Dominique, l'Equateur, le Nicaragua, le Venezuela, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Antigua et Barbuda ; le Honduras en faisait partie avant le coup d'Etat.

[8] El Heraldo, Tegucigalpa, 9 septembre 2011.

[9] La Prensa, Tegucigalpa, 1er septembre 2011.

[10] Radio La Primerísima, Tegucigalpa, 3 septembre 2011.